

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MARDI 20 FEVRIER 1979 - N° 857

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

Klaus Croissant : deux ans et demi de prison

Klaus Croissant a été condamné vendredi à deux ans et demi de prison ferme et quatre ans d'interdiction professionnelle, au terme d'un procès où l'accusation a été bien en peine de prouver ses allégations. Il devrait être libéré au début de 1980. Nous publierons dans une prochaine édition une interview de Maître Kempf, l'avocat de Klaus Croissant lors de ce procès.

L'hypothétique «sauveur» de la Lorraine prépare des licenciements

Le groupe Ford s'apprêterait à licencier une partie, sinon la totalité du personnel de la société Richier. Cette entreprise de matériels de travaux publics emploie 2 600 personnes, dont un millier dans les Ardennes, où sévit un chômage massif. Un millier au moins de licenciements seraient prévus. On craint même une fermeture totale de l'entreprise.

Ceci intervient au moment où le gouvernement fait miroiter aux sidérurgistes la perspective de l'implantation d'une usine Ford en Lorraine. Si la nouvelle des licenciements chez Richier se confirmait, elle tendrait à remettre à sa juste place l'annonce par Ford de la création d'emplois en Lorraine. A moins qu'il ne s'agisse pour le groupe Ford de procéder à un chantage pour obtenir de l'État des subventions juteuses, tant pour son installation en Lorraine que pour Richier.

Face aux incertitudes qui demeurent quant à l'avenir de l'emploi dans la sidérurgie, les sidérurgistes se sont mobilisés massivement vendredi et n'en resteront pas là.

Lire en pages 2 et 3
notre compte rendu
de la journée du 16 février

LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE RIPOSTE AUX PROVOCATIONS VIETNAMIENNES

● Après avoir encouragé les provocations vietnamiennes, l'URSS menace directement la République populaire de Chine

Après de longs mois de provocations armées de Hanoï contre son territoire, la République populaire de Chine a décidé de riposter, pour y mettre un dernier coup d'arrêt. A plusieurs reprises, ces derniers mois, le gouvernement chinois avait mis en garde les dirigeants vietnamiens, déclarant : «Notre patience a des limites». Un des aspects des préparatifs de guerre vietnamiens contre la Chine résidait dans l'expulsion massive, au cours de l'année 1978, des ressortissants chinois, par dizaines de milliers, surtout au Nord-Vietnam, en dépit des services rendus et des sacrifices consentis par eux, à titre d'ouvriers, de soldats ou d'officiers de l'armée populaire du Vietnam, dans la longue guerre contre l'impérialisme américain.

L'agressivité du Vietnam contre la Chine, de même que la sanglante agression perpétrée con-

tre le peuple du Cambodge, sont motivées par les ambitions d'hégémonie régionale des dirigeants de Hanoï. Bien entendu, ceux-ci n'ont pu mettre en œuvre une telle politique qu'avec l'encouragement et l'appui direct du social-impérialisme soviétique. Comme l'indiquent la signature, en octobre, du traité soviéto-vietnamien, l'adhésion du Vietnam au COMECON, son alignement sur l'ensemble des positions internationales soviétiques, le Vietnam, en développant ses propres activités expansionnistes, devient de plus en plus tributaire de l'URSS et de ce fait l'instrument de cette superpuissance qui vise, quant à elle, à dominer non seulement l'Asie du Sud-Est mais le monde entier, tablant sur le recul mondial de l'impérialisme américain.

Pour le Vietnam aujourd'hui, comme pour l'URSS, la Chine consti-

tue un obstacle majeur. Notamment par le rôle qu'a joué et joue la Chine dans la constitution du Tiers Monde en une grande force politique, portant des coups efficaces à l'impérialisme et renforçant sa vigilance vis-à-vis des deux superpuissances. La Chine est un obstacle majeur aux tentatives de l'URSS et de ses plus proches alliés, tels Cuba ou le Vietnam, de faire éclater le mouvement du Tiers-Monde et le mouvement des non-alignés. Face aux visées hégémoniques, la Chine représente un obstacle d'autant plus important qu'elle est engagée dans une lutte de grande ampleur pour devenir à terme un pays socialiste moderne, dotée d'une défense plus efficace, et dont les réalisations pourraient servir d'expérience utile à tous les peuples.

Dès lors, l'encercllement, l'isolement, puis la réduction de «l'obstacle

chinois» font partie intégrante de la stratégie mondiale de l'URSS qui entend, comme le montrent les multiples agressions du Cambodge à la Corne de l'Afrique, avoir les coudées franches dans un certain nombre de zones essentielles du Tiers Monde, afin de préparer la mainmise sur l'Europe qui lui procurerait l'avantage décisif sur son rival américain, contraint en ce moment à la défensive.

Il est d'autant plus important pour la paix mondiale que la politique de l'URSS et de Hanoï, d'isolement de la Chine, et de réalisation de leurs ambitions, soit battue en brèche, alors que l'URSS a accéléré considérablement ces derniers mois, ses interventions militaires.

Lire en pages 6 et 7

Après le succès de la journée du 16



GREVE GENERALE DANS LA LOIRE MARDI 20 FEVRIER

Lire en pages 4 et 5

LUTTES OUVRIERES



Plusieurs centaines de milliers de personnes ont fait grève vendredi 16 février. Dans le Nord-Pas-de-Calais et en Lorraine, mais aussi dans la Loire-Atlantique, les Bouches-du-Rhône, les Ardennes... Une gigantesque manifestation a rassemblé des dizaines de milliers de travailleurs à Valenciennes, cependant qu'une intense activité mobilisait les travailleurs du bassin de Longwy toute la journée. Cette journée de lutte est un gros succès pour les sidérurgistes et pour tous les travailleurs qui y ont participé à leurs côtés.

Les responsables du chômage en ont rabattu. Vendredi matin, Boulin affirmait qu'il comprenait la colère des sidérurgistes. On pourra juger de ces belles paroles vendredi prochain puisque Giraud, le ministre de l'Industrie, reçoit ce jour-là les syndicats. D'ores et déjà, il apparaît que le gouvernement n'est pas décidé à changer de position. Tout au plus espère-t-il que les syndicats se montreront «compréhensifs» et accepteront que ne soit pas remis en cause le plan acier mais seulement aménagées ses conséquences.

Alors ? prochaine étape, la marche sur Paris ? on en parle avec insistance du côté de la direction CGT. Les autres syndicats semblent d'accord pour faire converger vers la capitale d'imposants cortèges venus de toutes les régions sinistrées de France. Cette intéressante initiative ne devrait toutefois pas faire oublier que c'est sur le terrain que les choses se jouent ; dans les bassins, avec tous les travailleurs. De ce côté, forts de l'énorme succès du 16 février, les sidérurgistes vont de toute évidence poursuivre les actions multiformes qu'ils mènent depuis plusieurs semaines.



● Affrontements avec la police

Sedan :

De très violents affrontements ont eu lieu à Sedan au cours de la manifestation massive de vendredi. Par centaines, les travailleurs ont attaqué les flics et différents bâtiments administratifs.

Dans l'Humanité de samedi, on parlait, comme dans n'importe quel journal de droite, d'*éléments incontrôlés*. Plus prudent lundi, ce journal fait état de *«charge de police»*...

Fos :

Des travailleurs de Fos avec des sidérurgistes de la Solmer, avaient dressé des barrages sur des routes nationales. A plusieurs reprises, les flics sont intervenus pour les faire sauter. D'énergiques ripostes ont été opposées aux attaques policières.

LA PUISSANTE MOBILISATION DU 16 FEVRIER

Défilés massifs de forte combativité

dans le Nord-Pas-de-Calais

De nos correspondants à Roubaix, Liévin, Lens, Lille, Dunkerque et Boulogne

A Roubaix, on constatait une très forte mobilisation vendredi sur Roubaix, quelque chose qui ne s'était pas vu depuis 1936 affirment les anciens. Devant le Mercure, chambre patronale du textile, des affrontements sans gravité ont eu lieu avec les flics. Cela non plus ne s'était pas vu depuis 1936. Les élus PCF et PS, aidés de responsables de la CGT, ont alors organisé un service d'ordre pour éviter les affrontements.

Un rassemblement était alors convoqué à un carrefour de la ville. Rendez-vous était ensuite pris avec UL pour organiser des barrages sur la route de Lille l'après-midi. Bien que ces actions se soient déroulées avec la participation de militants CGT et CFDT, ces derniers se sont faits re-prochés par certaines délégués CGT «de prôner la guerre civile...»

A LIEVIN, LENS

Dès le matin, Liévin, Lens et les communes avoisinantes étaient bloquées. Pas de bus, très peu de voitures. Des chômeurs

d'Avion barraient la rocade, des ouvriers licenciés de la SILF, de Mazingarbe avec des ouvriers en lutte de Montaleux bloquaient l'accès par Béthune ; les ouvriers de la Française de Mécanique fermaient la rocade de Douvrain.

A partir de 10 heures, des milliers de personnes se retrouvaient sur la place de la gare à Lens malgré le froid intense. A 11 heures, une dizaine de milliers de manifestants prenait le départ. «Du travail pour tous ! Cho Cho chômage ras le bol, Giscard salaud, le peuple aura ta peau.

Autant de monde dans les rues de Lens, cela ne s'était pas vu depuis 1968, les précédentes manifestations rassemblaient 2 000 personnes au plus. Les ouvriers de la Française de Mécanique de Douvrain très combatifs, criaient : «On nous doit 4 000 emplois» et chantaient l'Internationale en levant le poing. Les Amis de la Terre de Gohelle étaient là aussi avec une banderole.

A LILLE

A Lille également la ma-

Valenciennes (Nord)

80 000 travailleurs dans la rue

«On n'avait pas vu ça depuis 36»

«C'était une bonne manifestation ; on a rarement vu une manifestation comme celle-là dans le Valenciennois ; de mémoire de syndicaliste moi je n'en connais pas !». Ainsi s'exprimait dimanche soir, un syndicaliste CFDT d'Usinor-Trith-Saint-Léger, parlant de la manifestation qui a sillonné durant deux heures, les rues de Valenciennes le 16 février. Il résume un sentiment largement partagé. 40 000 ? 50 000 ? Ou bien plutôt 80 000 ? Difficile à dire, mais rarement Valenciennes n'avait vu pareil défilé — large de plusieurs dizaines de mètres — parcourir ses artères. Il faut bien remonter à 36 ou même selon certains au début du siècle, lors de la catastrophe minière de Courrières, pour connaître pareille mobilisation !

80 000 manifestants mais il y avait sans aucun doute encore beaucoup plus de grévistes ce vendredi, dans les arrondissements du Valenciennois et du Denais (région de Denain) proche.

Parmi les grévistes, les premiers touchés par les plans de restructuration bien sûr : les 5 000 travailleurs d'Usinor-Denain, à quinze kilomètres de Valenciennes, tous licenciés en août 1979. Et puis la presque totalité des travailleurs des industries de cette localité qui — quasiment toutes — aussi incroyablement que cela puisse paraître, travaillaient pour Usinor ! Cela va de la station Antar, en passant par les savonneries, jusqu'aux trois imprimeries, les quincailleries, la compagnie Air Liquide (1 000 person-

nes). Dire que la fermeture d'Usinor entraînerait la mort de la ville n'est pas une façon de parler. Voici là qui explique le fait qu'à six heures du matin la petite ville était complètement silencieuse. Tout était fermé, jusqu'aux stands de la... fête foraine sur lesquels ces mots avaient été tracés : «SOS emploi, Non aux licenciements !».

Valenciennes, où allait se dérouler la manifestation de l'après-midi, était aussi «ville morte» dès le matin. Dès six heures, hormis quelques rares taxis en gare un moment, il était impossible de trouver un moyen de transport ; un jeune travailleur grenoblois devait s'en rendre compte : il lui faudra la matinée pour arriver au domicile de ses parents... qu'il ne trouvera

nifestation a été massive. Les entreprises privées ont débrayé à 80 %, ce qui est nouveau. Les pompiers étaient là en force et également les jeunes — notamment la JOC, CSCV et Amis de la Terre — étaient présents. Le cortège de la CFDT se faisait remarquer par sa combativité. La CGT des communaux de Lille distribuait un tract dénonçant le licenciement de 27 personnes à la mairie qui contrôlait Mauroy du PS. Partie de l'ANPE la manifestation aboutissait près d'une usine occupée.

Un débordement massivement suivi a abouti devant la préfecture protégée par les CRS. Des dirigeants de la CGT se sont fait un peu siffler et l'on a scandé : «Où sont les élus locaux ?». Ceux-ci n'avaient pas suivi. On a pu constater au cours de la manifestation un déplacement du pôle combatif par rapport à ce que l'on constatait par le passé. Ce ne sont plus seulement les PTT et les hôpitaux mais aussi le commerce et les banques qui montraient la plus grande combativité.

DUNKERQUE

A Dunkerque 7 000 personnes ont manifesté. On apercevait les pompiers avec leurs camions et le comité de chômeur CFDT qui avait fait sa propre banderole. Pour la première fois il y avait un cortège de l'hôpital. Les ouvriers d'Usinor étaient nombreux mais dispersés dans le cortège.

BOULOGNE

A Boulogne 7 000 personnes ont défilé. C'est la moitié de ce qu'avait rassemblé la journée ville morte il y a 6 semaines. Les directions syndicales avaient promis des actions dures. Nombre de chômeurs, de jeunes, de lycéens étaient venus dans ce but. Scandant «Comme à Denain, comme à Longwy, actions efficaces», ils se sont heurtés au service d'ordre du PCF qui les a empêchés d'occuper la sous-préfecture. Divers barrages ont été disposés sur les routes par des lycéens et la CFDT.

courir les rues de Valenciennes. Les premiers rangs, revenus au point de départ, touchaient presque les derniers qui démarraient à peine.

A 16 h 30, plusieurs dizaines de milliers de manifestants remplissaient la place d'Armes, pour assister au meeting intersyndical.

Un meeting où les représentants des fédérations syndicales organisatrices de la journée (CGT, CFDT, FEN et CGC) allaient tour à tour prendre la parole. D'abord pour se féliciter du succès de la journée. Des discours parfois forts longs, comme celui de Warholak, secrétaire confédéral CGT, coupé à plusieurs reprises par des mots d'ordre lancés par plusieurs milliers de sidérurgistes : «Non aux licenciements». Des discours offrant peu de perspectives. Des discours qui, quand ils parlèrent enfin d'une possible «grève des impôts» comme mobilisation prochaine, recouvrirent des acclamations nourries.

C'est au son d'une extraordinaire Internationale chantée par au moins 60 000 personnes que le meeting se terminait, et les travailleurs, rapidement, se dispersaient.

Les 24 heures d'actions ininterrompues des sidérurgistes de Longwy

Vendredi soir, la grande majorité des sidérurgistes et des militants que nous avons interrogés tiraient un bilan largement positif de la journée. Positive, cette journée l'était en effet. A cette occasion les sidérurgistes avaient à la fois fait la preuve de leur volonté de poursuivre la lutte sous des formes offensives, et de débattre le plus largement possible de la suite à donner à l'action.

Minuit n'était pas encore sonné que les actions coup de poing commencent. Un cortège d'automobiles, plaques d'immatriculation dissimulées, précédées de la voiture sonde de l'UIS CFDT, se dirige vers la frontière belge. La route est barrée. Un poids lourd s'arrête. Les buts de l'intervention sont expliqués au camionneur, un peu brutalement tiré de sa somnolence. «Il faut nous suivre jusqu'au parking du supermarché». Si l'un d'entre eux hésite, la vision de son véhicule, pneus dégonflés au milieu de la route, le rend compréhensif. Il suit une voiture qui le conduit à destination. D'autres connaîtront la même aventure. Généralement elle est acceptée avec philosophie. Bientôt des camions de presque tous les pays d'Europe sont à destination. On les fait manœuvrer. Ils reculent de manière à obstruer les portes des grandes surfaces. Les interstices sont comblés avec des caddies entassés pile nèle. Une heure, la radio annonce que la CGT a transporté sur la place de

LES PREMIERS BARRAGES

Il est environ 4 heures du matin, quand les premiers barrages sont mis en place sur les routes. Sur la route de Longwy des paysans ont prêté des herbes. Une dissuasion à toute épreuve. Des fûts, des parpaings disposés en travers de la route feront le reste. Au bout de quelques heures, des pneus usagés sont enflammés. Effet garanti. Un boulanger laisse en passant un cagnot plein de croissants. Un commerçant offre une bouteille de rhum. Mais il est déjà 8 heures, d'autres grévistes prennent la barricade en charge.

Il est l'heure de se rendre à l'Union métallurgique de Longwy. Il faut un peu

forcer la serrure pour entrer. Le concierge, tiré de son lit, sourit : «Je commence à avoir l'habitude, cela fait la troisième fois qu'ils occupent la maison». Chacun apporte ce qu'il faut, qui une caisse de bière, qui les meuzes, qui les panneaux soigneusement préparés depuis deux ou trois jours. Un groupe de militants repart.

MAGASINS FERMÉS

La kiosquière de la gare ne se fait pas répéter deux fois qu'elle doit baisser rideau. Au passage le chef de gare comprendra rapidement qu'il vaut mieux exécuter rapidement l'ordre qui lui est donné. «La motrice au dépôt», indique-t-il à deux non-grévistes de la SNCF qui abandonnent les wagons sur place.

Non loin de la gare on monte dans un immeuble. La secrétaire d'un dentiste est priée de rentrer chez elle. Au-dessus un expert comptable est plus retors. La police se refusant à venir à son secours, il renvoie également ses employés. Au passage l'une d'entre elle lâchera : «On

vous remercie d'être venu. On n'osait pas se mettre en grève, pourtant on en avait envie». Les militants repartent vers Longwy-Haut. Un pressing fait travailler ses employés mais garde porte close. Pas question : aujourd'hui c'est la grève. Il ne veut pas ouvrir ? La porte vitrée ne résiste pas longtemps. On redescend vers l'UML. Au passage le garage Shell est aussi contraint de fermer ses portes. C'est un peu plus compliqué. Le patron est une forte tête. Il dit soutenir les sidérurgistes mais refuse de mettre sa trésorerie en péril. Finalement il est contraint de convoquer la douzaine de

mécaniciens qu'il emploie. Un délégué sidérurgiste leur explique pourquoi il y a la journée d'action. Ce n'est pas nécessaire, ils sont au courant. Librement ils affirment leur volonté de cesser le travail.

L'UML FORUM PERMANENT

A l'UML l'affluence est de plus en plus importante. On se restaure, on lit les journaux. On écoute les émissions de Radio SOS Emploi, retransmises par haut-parleur. Pour la première fois la radio a des envoyés spéciaux à Valenciennes, à Montataire. On diffuse leur reportage transmis par téléphone. Au milieu de l'après-midi, Robert Giovanardi délégué syndical CFDT d'Usinor prend la parole. Un débat est ensuite ouvert, malheureusement trop bref. Chacun peut s'exprimer ; le micro court dans la salle.

Plusieurs sont personnellement sollicités de donner leur avis, sur la manière dont ils voient la suite de la lutte. Tous parlent de durcir l'action. Un gréviste de la SFP expose le pourquoi de leur grève.

Déjà une nouvelle action est en cours. La poste de Longwy Bas, à mi-chemin entre l'UIS CFDT et l'UML, est occupée par plusieurs dizaines de personnes. Ce la durera trois heures. Il est décidé de poursuivre l'occupation de l'UML jusqu'au lendemain. Samedi matin on y discute encore. Au total plusieurs milliers de personnes auront défilé dans la journée et auront pu débattre de la suite du mouvement. Peu avant la fin de l'après-midi la CGC et FO occupaient au «Grand Duché» l'ambassade de France. Un train était bloqué en fin de soirée en gare de Longwy.

Longwy : Labbé perd une occasion de se taire

A Longwy l'occupation de l'UML (Union métallurgique de Longwy) devait prendre fin dimanche à 22 heures. Un groupe folklorique portugais de Mont-Saint-Martin est venu participer à l'occupation. Au son d'une musique typique et populaire, ils ont dansé, cela a vraiment marqué les nombreux travailleurs encore présents.

aurait mieux fait de se taire : à l'unanimité les travailleurs présents dans l'UML occupée ont décidé de prolonger l'occupation jusqu'à lundi.

DIMANCHE SOIR SUR RADIO SOS EMPLOI

Le chanteur argentin Ernesto Rondo expliquait comment le tango était d'origine populaire et reflétait bien les aspirations des masses de son pays. Ensuite des camarades sidérurgistes allemands, à Longwy depuis quelques jours, ont tiré le bilan de leur grève. Ils ont expliqué comment les sidérurgistes allemands, avec le recul, critiquaient les directions syndicales. C'était tout à fait intéressant, notamment

quand on sait que la campagne chauvine du PCF redouble d'intensité. Ces travailleurs allemands sont très surpris de l'inventivité des sidérurgistes de Longwy.

La radio a également diffusé le témoignage d'une responsable du groupe folklorique portugais qui avait participé à l'animation de l'UML. Elle devait dire qu'en tant que Portugais, ils se considèrent chez eux à Longwy, qu'ils y ont toujours vécu et travaillé. C'était très poignant. Ensuite, la CFDT qui avait mandaté des militants pour prendre contact à Denain, à Montataire et en Moselle le 16, a rendu compte de ce voyage par l'intermédiaire de sa radio.

Correspondant

La lutte risque au moins de se prolonger jusqu'aux congés

Dans son intervention à l'UML, Robert Giovanardi déclarait notamment : «Ce n'est pas la première fois que l'UML est investie ; vous savez que les travailleurs ne veulent plus de manifestations - promenades. Il faut permettre à leur initiative de s'exprimer. La lutte

risque d'être encore très longue et d'atteindre la période des congés payés pour le moins. En ce qui nous concerne à la CFDT nous sommes partisans des rencontres de bassins à bassins plutôt que des manifestations enterrement de la lutte».

Encore une fois Labbé

LE CAN A MANIFESTE LE 16 AUX CRIS DE «OUVRIERS, EMPLOYES SOLIDARITE»

Les salariés de la caisse de Sécurité sociale des mines de Paris, menacés par un projet de transfert, ont manifesté vendredi matin au ministère de l'Industrie aux cris de «Ouvriers - employés solidaires !» et «Les transferts c'est du bidon ! Des emplois pour les régions !». L'intersyndicale n'a pas été reçue, et les employés ont été éjectés de la rue de Grenelle à coups de crosses dans les reins par les gardes mobiles.

Il y avait d'ailleurs là tout un déploiement de flics de tout poil en civil et en uniforme.

Les employés de la CAN veulent s'insérer dans la lutte d'ensemble des travailleurs, en particulier ceux du Nord, (puisque la CAN doit être transférée à Lens) contre les licenciements et le chômage, mais n'entendent pas servir les troubles combinaisons politiques qui tentent de dévoyer leur lutte pour l'emploi.

Déjà fin janvier les employés n'approuvaient pas unaniment un docu-

Hauteclouque (député PR) et Schwartzbard (conseiller de Paris, PC) ! L'Humanité du 5 février a mis en cause la duplicité du PS et la démagogie du PR pour cette action.

De son côté la section du PS de la CAN veut sans doute faire oublier que c'est Delélys, député-maire socialiste de Lens qui, par démagogie électorale a été et est toujours l'un des principaux partisans du transfert de la CAN.

Le personnel de la CAN sait au fond que son salut ne viendra pas des Chirac, des Mauroy et de leurs pareils. C'est pourquoi il s'est associé à la journée d'action des travailleurs du Nord et de la Lorraine, car c'est dans la lutte et non dans les compromis boiteux que se forge l'unité.

Une enquête du Quotidien du Peuple

"LA LOIRE VEUT VIVRE!"

Le 20 février, toute la Loire converge vers Saint-Etienne. De la vallée du Gier, de la vallée de l'Onaine, de la Plaine, ils viendront dire par milliers que la Loire veut vivre ! A quelques jours de cette grande manifestation de refus, la mise en accusation des responsables du chômage, nous avons rencontré des syndicalistes de Saint-Etienne, de Rive de Gier, de Firminy, de Saint-Chamond... Aujourd'hui, la vallée du Gier, avec une discussion avec les délégués CGT de Marrel, après 18 mois de lutte.

Reportage de Monique CHERAN



Creusot-Loire Marrel, Rive de Gier, 18 mois de bagarre

Nous sommes chez un jeune délégué CGT de Marrel. Il nous explique la production ; deux secteurs, un qui marche à peu près, les deux aciéries électriques qui alimentent directement la tôle, et l'autre, celui des laminés, principalement pour l'automobile, en pleine liquidation depuis juillet 77, avec les deux fours Martin, ses petits trains de 400, 1 000 et 500, et le train de 700. Le secteur a été progressivement transféré à l'usine du Marais, à Saint-Etienne. Depuis septembre 77, la direction a créé ce qu'elle appelle une «équipe de

circonstance» grosse de 260 personnes, qui n'ont pas de travail précis. Ils ne sont pas licenciés, mais ils sont, comme on dit, «en surnuméraire»... Depuis la même époque, la lutte n'a guère cessé.

«Toutes les formes de lutte»

«C'est une tactique de grèves tournantes. Les gars d'un chantier en bloquent un autre. La participation est massive. Tout de suite, il y a eu de la répression. Un délégué CFDT et un délégué CGT ont été mis à pied pour trois jours ! Motif, ils avaient bloqué un pont roulant et un camion ! Nouvelle action, on a bloqué des navettes SNCF qui viennent charger dans l'usine. 5 délégués et 7 ouvriers ont été mis à pied trois jours. Puis il y a eu des débrayage à l'aciérie électrique, deux heures en fin de poste, ce qui bloquait la moitié de la production. La direction a alors changé l'heure pour la fin de la coulée. Un jour, la coulée est restée en plan ! Un «couleur» a été sanctionné. De P2 en 4 x 8, il est passé O.S.3 à la journée, avec une perte de 1 200 F par mois ! Nouveau débrayage, on monte à 400 demander des comptes. La direction veut bien reculer, à condition qu'on signe un protocole disant grosso-modo qu'on ne se mettrait plus en grève... C'est là qu'il y a eu l'affaire de la «séquestration» de Danoffre, le directeur des relations sociales. En fait, les délégués ne montent jamais seuls, c'est ce qu'ils appellent «séquestration». Total, huit délégués et un ouvrier sont mis à pied pour une durée illimitée, avec procédure de licenciement, avec en plus un million de dommages et intérêts, et une peine de deux à cinq ans de prison ! Les gars de l'aciérie ont fait trois semaines de grève pour soutenir les délégués et le «couleur». L'inspecteur du travail a refusé les licenciements de délégués, mais la direction a déposé un recours au ministère du travail.

Une table ronde improvisée

Là-dessus, trois autres délégués CGT de Marrel font leur entrée dans le petit appartement. Encore un problème à régler... Très vite, discussion part sur la tactique de lutte. Faut-il partir en grève illimitée ? Faut-il poursuivre les grèves tournantes ? Que penser des journées d'action ? Peut-on gagner seuls ? Sur toutes les questions, personne ne prétend donner de réponse toute faite, et si les points de vue divergent, le débat est réel, chacun cherche vraiment ce qui peut faire avancer les choses.

«retraites», les mutations. Et le «sursis» de quatre mois, ça tombe au mois de juillet. Qui va-t-on mobiliser au mois de juillet ?

— La journée du 20 février, c'est une étape, le temps travaille pour nous. C'est vrai qu'il y a un problème de perspectives. Mais les actions sont bien suivies. Dans le temps, c'était suivi à 30, 60 % maximum. Maintenant c'est à 90, 95 % !

Pendant une heure, la discussion tourne sur ce problème de l'action contre les licenciements. Avec, en toile de fond, l'absence de réponse toute faite, et si les points de vue divergent, le débat est réel, chacun cherche vraiment ce qui peut faire avancer les choses.

«Faire une sorte de mai 68 ? Tout dépend de ce qui en sortira. Si c'est pour remettre les mêmes... Tout ce qu'on a pu avoir en 68, on l'a perdu aujourd'hui. Alors, il faudrait des gens qui fassent une autre politique...»

Mais qui ? Les partis de gauche, visiblement, ne représentent pas une solution crédible, même si tel ou tel délégué ne cache pas qu'il est au PCF.

J.B. Martin le 22 décembre : objectif rempli !

Pourtant, la combativité n'est plus à démontrer, sur l'usine. Quand il a fallu chasser les vigiles chez J.B. Martin, les syndicats n'avaient fait que des délégations sur l'usine : ils ne savaient pas exactement ce qui se passait... Quand ils sont revenus, les gars qui n'avaient pas été mis dans le coup les ont traités de tous les noms, ils y seraient tous allés comme un seul homme...

A CEDEDUR, même réaction. «Les chefs de service essayaient de retenir les gars» nous dit un délégué CFDT rencontré à l'UL. «Les fascistes dans les usines, pas question» ont-ils rétorqué. «Sur mon chantier, ils y ont tous allés et ils sont revenus satisfaits. «Objectif rempli», ont-ils commenté.

Saint-Chamond, deux mois après la mobilisation contre les nervis

SAINT-CHAMOND. Un peu plus de deux mois après la grande mobilisation contre les vigiles chez J.B. Martin, l'usine est toujours silencieuse. «Usine occupée», peut-on lire devant les grandes bâtisses, un peu à l'écart de la ville, sous de grands sapins... Dans la guérite, pourtant, l'équipe de garde est là. Au mur, des

télégrammes de soutien, le planing des tours de garde...

Cela fait bientôt deux ans que l'usine a fermé. A Saint-Chamond, 3 700 chômeurs, sur 40 000 habitants. M. Cognet, le secrétaire de la section CGT explique : «En un mois et demi, cinq boîtes ont déposé le bilan. A Saint-Julien, par exemple, chez Martinez, le

patron a déposé le bilan le vendredi. Le lundi, quand les gars sont venus, il n'y avait plus que les murs : 80 gars sont à la rue...»

Une femme de 50 ans raconte : «J'ai travaillé 30 ans à Rhône Poulenc. Médaille du travail... tu parles ! Licenciée Rhône Poulenc. Deux ans et demi chez J.B. Martin, licenciée. Au début, c'était

dur. Quand il a fallu remplir les dossiers scolaires pour mon fils, j'ai hésité à inscrire : profession, chômeuse. Dans sa classe, il a été le seul à avouer que sa mère est au chômage.»

Le secrétaire CGT ajoute : «Il y a ici des chefs de rame à 3 000 F par mois qui sont allés faire gardiens à Creusot-Loire pour 2 000 F par mois ! Ils n'acceptaient pas d'être au chômage. Il y en a qui tous les matins prenaient leur mobylette, comme s'ils allaient au boulot. La honte... on a essayé de faire un comité de chômeurs, mais ça s'est cassé la figure. Il n'y a qu'à St-Etienne que ça a marché avec les sections syndicales d'usines où il y a eu beaucoup de licenciements...»

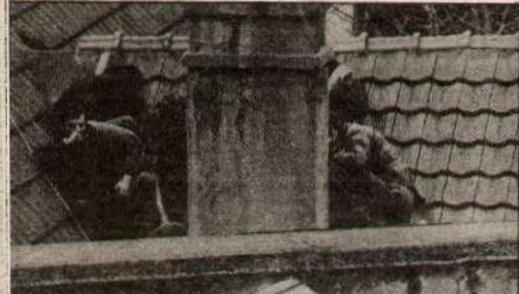
Comme on voit, ce n'est pas l'euphorie, à Saint-Chamond. Pourtant, les 3 000 personnes qui sont venues le 22 décembre contre les vigiles ont remonté le moral des occupants. Ceux de Creusot-Loire, à côté, avaient même sorti trois blindés, aux cas où les CRS interviendraient. Et depuis, des gars d'autres usines participent à l'occupation de nuit. Malgré tout, la lutte est toujours dans l'impasse. Les cours de formation générale qui assurent une sorte de paie aux licenciés arrivent bientôt à leur terme.

Alors, pour tout le monde, il faut, comme dit M. Cognet, «passer à un cran supérieur». Mais comment ? L'exemple de la Lorraine les interpelle, et les inquiète tout autant. Pourtant, il n'y a pas deux mois, ils ont pu voir de leurs yeux, autour de leur propre usine, ce que voulait dire la révolte des ouvriers de St-Etienne et de la vallée.

plus de 700 licenciements annoncés...

Leurs perspectives ? Partir... où ? quand ? pour quel travail ? Ils n'en savent rien. «Pas à Saint-Etienne, pas à Lyon, plus loin. On attend cet été». Ils se retrouvent ici chaque jour. Ici, ou au café de l'hôpital... «La MJC ? c'est pas une maison de jeunes, c'est une maison des riches».

Résignés, ils le sont peut-être. Pourtant, plusieurs disent avoir participé au vidage des vigiles chez J.B. Martin à St-Chamond, à la journée isolement de Rive de Gier, le 24 janvier : «A la gare, il y avait de jeunes ouvriers qui voulaient poursuivre le blocage des trains au-delà de l'heure, il y a eu des problèmes avec les syndicats», dit l'un. Un autre explique pourquoi il participe à ces actions : «C'est aussi notre intérêt. Si ceux qui ont du travail le perdent, on n'a aucune chance de trouver du boulot. Ça fera encore plus de chômeurs...»



Chassés par la population, les nervis de l'ex-commissaire de police, Charles Javillay ont cherché refuge sur le toit.

SAINT-CHAMOND : QUE RESTE-T-IL DE L'ÈRE PINAY ?

Saint-Chamond, ville ouvrière, a pourtant une réputation de ville «bourgeoise». L'ombre de Pinay y plane-t-elle encore ? Depuis 1929, cet industriel, habitué des ministères, régnait sur la ville, étouffant toute vie politique, se présentant au-dessus des partis, donnant des sous à droite, à gauche, accompagnant même les gars de Manufrance pour négocier... En 1936, Pinay avait bien été pendu en effigie par les manifestants. Mais après, il avait encore été élu... Il vient de se retirer plus ou moins et le Conseil municipal est passé à gauche... «Un tract, avant, c'était un événement. Pinay se débrouillait pour avoir la paix sociale : il construisait des HLM à tour de bras, déménageait des boîtes à Saint-Chamond comme par exemple Creusot-Loire, dont il a pris un bout à Firminy. Après, on disait que des emplois étaient créés, mais la vérité c'est que, depuis, les gars viennent tous les jours de Firminy en car ! Il ne voulait pas de boîtes nouvelles pour ne pas nuire au petit patronat textile qui le soutenait nous raconte un habitant de Saint-Chamond.

Maintenant, c'est le PS qui tient le haut du pavé, à la mairie. Au niveau de l'emploi, ça ne change pas grand chose. Le maire, Badet, propose une table ronde avec le préfet de région pour régler le problème de J.-B. Martin. Depuis, tous les officiels ont changé, les J.-B. Martin peuvent attendre encore longtemps leur table ronde.



J.B. Martin, usine occupée depuis 22 mois

Rive de Gier, ville révoltée ?

«Nous nous sommes engagés à verser aux démissionnaires une somme égale à celles qu'ils auraient touchées s'ils avaient été licenciés ; il y aura des possibilités de travail à mi-temps, même si cela ne peut essentiellement concerner que des femmes occupées à des travaux administratifs et si cela n'est valable que pour des salaires «d'appoint»...» C'est ainsi que le directeur de Marrel (Creusot Loire) à Rive de Gier présente les choses. Il affirme même qu'il y a des possibilités de formation de chauffeurs routiers...

Rive de Gier, dans la vallée du Gier, en direction de Lyon : déjà 1 300 chômeurs sur une population de 17 000 habitants, sans compter les 728 licenciements annoncés chez Marrel, une restructuration probable chez Cegedur (Péchiney)... chez S.F.R. (du groupe Derain). A la Société de Forgeage, plusieurs dizaines d'emplois ont disparu ces deux dernières années. Chez Voyer, qui fabrique des ponts roulants, il y a aussi une restructuration dans l'air... Dans le textile, la situation n'est pas plus brillante : Chez Lafont, qui fabrique des pantalons, une chaîne a été supprimée...

Rive de Gier, pour les gens de Saint-Etienne, St-Chamond ou Firminy, fait un peu figure de ville révoltée. Les ouvriers de Saint-Chamond disent de leur ville qu'elle est bourgeoise de mentalité, et parlent avec envie du blocage de Rive de Gier ou des 18 mois de bagarre chez Marrel. Est-ce la proximité de Lyon qui a fait que les salaires y sont plus élevés qu'à Saint-Etienne ? Toujours est-il que Rive de Gier jouit d'une certaine réputation dans la Loire, et que ce qui s'y passe a un certain écho. Il faut dire qu'aujourd'hui, tout le monde se sent concerné dans la petite ville : qui n'a pas un mem-



bre de sa famille, chez Marrel ou Cegedur ?

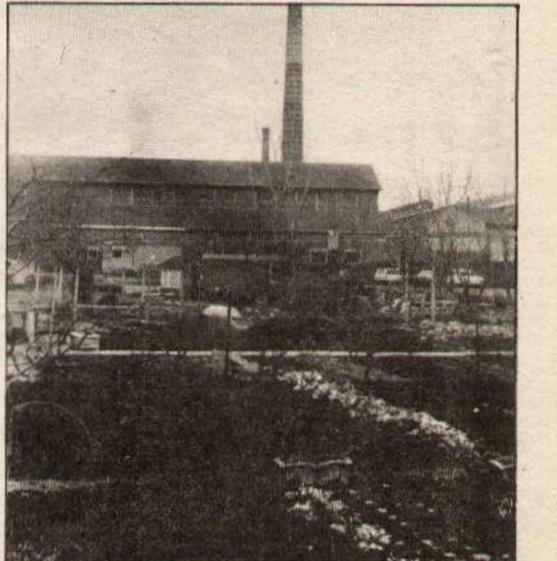
A 13 heures 30, l'équipe de jour de chez Marrel reprend le boulot. Ils sont de moins en moins nombreux. De 2 000 au total, ils sont passés aujourd'hui à 1 300. En douceur, comme on dit, avec des départs «volontaires», des licenciements économiques à 56, ans et 8 mois, sans grosse perte de salaire pour ceux qui partaient dans ces conditions. Aujourd'hui, on en est à 18 mois de bagarre contre les licenciements. Dans un climat de plus en plus tendu, tous se demandent comment y arriver, dans cette lutte pour continuer à vivre ici, dans la vallée.

Jeunes chômeurs rencontrés à Rive de Gier

Rue Jean Jaurès, à Rive de Gier, un café qui porte bien son nom, aujourd'hui : Le Club. Deux grandes salles, une bonne vingtai-

ne de jeunes, très jeunes, des garçons et quelques filles. Collégiens, lycéens ? Non. Tous sont au chômage. Ils commentent une page de la Tribune, sur les licenciements annoncés chez RVI... Ils sont sortis du CET en juin dernier, avec une formation de mécanique. Depuis, rien. Un seul a eu un «stage Barre» de 6 mois, à Saint-Martin. Mais pas d'embauche au bout. Quelques uns font un peu d'interim. «J'ai eu une seule proposition de boulot, à la Fonderie de Saint-Julien : 45 heures par semaines, et il faut voir le travail, sans compter les déplacements. Merci bien, j'ai refusé dit l'un d'eux. Il n'y a rien sur place.

— «Vous n'avez pas de problèmes avec les parents ? — Non, pas maintenant ; il y a des pères de famille qui se retrouvent au chômage, ils comprennent». L'un a son père qui travaille : chez Berliet à Vérisieux, l'autre ici, chez Creusot-Loire-Marrel :



Derrière les jardins ouvriers, l'usine Marrel : 728 licenciements

«NOUS NE PRETENDONS A AUCUN POUCE DE TERRITOIRE VIETNAMISIEN»

Déclaration officielle publiée par l'agence Chine Nouvelle

Récemment, les autorités vietnamiennes, au mépris des avertissements répétés de la partie chinoise, ont envoyé continuellement des forces armées envahir le territoire chinois et attaquer les garde-frontières et les habitants frontaliers chinois, de sorte que la situation se détériorait rapidement, et qu'une grave menace pèse sur la paix et sur la sécurité dans la région frontalière chinoise.

Poussées à bout, les troupes de la défense de la frontière chinoise ont été contraintes de se dresser pour la contre-attaque. Ces deux dernières années, les autorités vietnamiennes, tout en se livrant avec frénésie à des activités antichinoises et au refoulement des ressortissants chinois, n'ont cessé de lancer des provocations armées et d'entreprendre des actes d'hostilité dans les régions frontalières chinoises. Ayant à cœur l'amitié entre les peuples chinois et vietnamien, la partie chinoise a toujours adopté une attitude faite de retenue et de modération et a donné à maintes reprises des conseils et des avertissements aux autorités vietnamiennes afin d'éviter que les événements ne s'amplifient.

Cependant, les autorités vietnamiennes, épaulées par l'URSS, ont affiché une arrogance démesurée et pris la retenue et l'aspiration à la paix de la partie chinoise pour un signe de faiblesse. Ainsi, elles ont agi avec une impudence accrue, en poursuivant sans discontinuer l'escalade de leurs agressions armées dans les régions frontalières chinoises.

«LE VIETNAM A LANCÉ PLUS DE 700 PROVOCATIONS ARMÉES»

Les autorités vietnamiennes ont massé d'importantes troupes le long de la frontière sino-vietnamienne et envahi de façon répétée le territoire chinois. Elles ont ostensiblement posé des mines et construit des fortifications en terre chinoise, tiré à loisir des coups de fusil et de canon, détruit des villages, tué des militaires et civils chinois, pillé des biens, attaqué des trains et créé de graves incidents sanglants : rien qu'au cours des six derniers mois, le Vietnam a lancé plus de 700 provocations armées, faisant plus de 300 morts et blessés parmi les garde-frontières et les

habitants frontaliers chinois. Par ces actes d'agression effrénés, les autorités vietnamiennes visent à provoquer des conflits militaires à la frontière méridionale de la Chine, à aggraver la tension et à saboter les efforts de la Chine pour la modernisation socialiste. Si les actes d'agression du Vietnam n'étaient pas arrêtés, cela mettrait aussi sans aucun doute en danger la paix et la stabilité en Asie du Sud-Est, même dans toute la région asiatique.

La position conséquente du gouvernement et du peuple chinois est la suivante : «*Si on ne nous attaque pas, nous n'attaquerons pas. Mais si on nous attaque, nous contre-attaquerons.*» Que les troupes de la défense de la frontière chinoise se soient dressées pour la contre-attaque, c'est là une action tout à fait juste. Désireux d'édifier notre pays, nous avons besoin d'une conjoncture internationale de paix, et nous ne voulons pas la guerre. Nous ne prétendons à aucun pouce de territoire vietnamien et nous ne permettons absolument pas qu'on envahisse délibérément le territoire de notre pays. Ce que nous souhaitons, c'est une fron-

tière de paix et de tranquillité. Après avoir contre-attaqué comme il se doit les agresseurs vietnamiens, les troupes de défense de la frontière chinoise s'en tiendront strictement à la défense de la frontière de la patrie.

«LE GOUVERNEMENT ET LE PEUPLE CHINOIS ATTACHENT UN GRAND PRIX A L'AMITIE ENTRE LES PEUPLES DE CHINE ET DU VIETNAM»

Nous sommes persuadés que la position de la Chine bénéficiera de la sympathie et du soutien de tous les pays et peuples épris de paix et de justice. Dans la longue lutte révolutionnaire, les peuples chinois et vietnamien se sont accordés sympathie, aide et soutien, nouant ainsi entre eux une profonde amitié. Le fait que des conflits armés aussi graves se sont produits maintenant entre la Chine et le Vietnam est exclusivement dû aux autorités vietnamiennes qui sont allées à l'encontre de la volonté des peuples chinois et vietnamien. Le gouvernement et le peuple chinois attachent un

grand prix à l'amitié entre les peuples de Chine et du Vietnam et œuvrent à la sauvegarde. Cela, ils l'ont fait dans le passé, ils le font aujourd'hui et ils le feront à l'avenir. Le gouvernement chinois exige solennellement des autorités vietnamiennes la cessation immédiate de leur invasion armée et de toutes leurs activités de provocation et de sabotage dans les régions frontalières chinoises, le retrait de tout leur personnel armé des territoires chinois qu'elles ont illégalement occupés, ainsi que le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la Chine.

Le gouvernement chinois est depuis toujours d'avis que les différends entre les deux pays doivent être réglés de façon équitable et raisonnable au moyen de négociations pacifiques. Etant donné le manque total de sincérité du côté vietnamien, aucune des négociations antérieures n'a pu aboutir. Maintenant, le gouvernement chinois propose

une nouvelle fois que les deux parties entament rapidement des négociations entre leurs représentants à un niveau approprié, dans tout lieu agréé par elles, en vue de discuter du rétablissement de la paix et de la tranquillité dans les régions frontalières des deux pays, et, partant, de résoudre les litiges concernant les problèmes de la frontière et du territoire. Le gouvernement chinois est prêt à entreprendre des négociations concrètes sur tout moyen constructif permettant d'assurer la paix et la tranquillité à la frontière sino-vietnamienne.

Au moment où les troupes de défense de la frontière chinoise se voient obliger de riposter à l'invasion armée vietnamienne, le gouvernement chinois lance cet appel aux autorités vietnamiennes : «*Revenez de vos égarements. Arrêtez-vous au bord du précipice et ne persistez plus dans la voie erronée !*».

Le 17.02.79

Les inter-titres sont de la rédaction

● Iran : reprise du travail, accueil chaleureux pour Yasser Arafat

L'appel de l'ayatollah Khomeiny pour la reprise du travail semble avoir été suivi assez largement samedi. La production de pétrole a repris, mais elle ne pourra sans doute pas atteindre son niveau précédent avant plusieurs mois. Au sujet des exportations, le Premier ministre Bazargan a assuré qu'elles reprendraient prochainement avec tous les clients de l'Iran, sauf avec Israël et l'Afrique du Sud, qui n'auront «pas un verre» du pétrole iranien. On a généralement noté la modération des propos du Premier ministre vis-à-vis des Etats-Unis, avec qui il a déclaré souhaiter garder de bonnes relations.

Un référendum aura lieu prochainement en Iran, avec comme question : «*Au lieu d'une monarchie, voulez-vous une république islamique ?*» Ce référendum sera suivi d'élections constitutives, puis législatives. Tous les partis seront autorisés à y participer, a affirmé Mehdi Bazargan.

Dimanche, Yasser Arafat a été reçu par le gouvernement iranien avec de grands honneurs. Il s'y est félicité du succès du mouvement populaire en Iran, qui a «*totallement bouleversé le rapport de forces au Moyen-Orient.*» On apprenait que des ressortissants israéliens étaient expulsés d'Iran, et que des Iraniens représentant des intérêts iraniens en Israël avaient été invités à regagner l'Iran.

● Tchad : offensive du FROLINAT

A N'Djamena, les troupes favorables au président Félix Malloum et celles qui suivent le Premier ministre Hissène Habré observaient dimanche un cessez-le-feu précaire. Une mission de conciliation soudanaise maintenait le contact entre les deux parties.

Profitant de la confusion de la situation militaire, le FROLINAT a lancé une offensive dans le Nord-Est du pays, reprenant une ville qui lui avait été enlevée il y a plusieurs semaines par les troupes gouvernementales.

LUTTES OUVRIERES

ASSURANCES : 20 000 DANS LA RUE VENDREDI

Près de 20 000 employés des Assurances étaient dans la rue, vendredi matin. La rue de la Chaussée d'Antin, où siège le Syndicat Patronal de l'Assurance, n'y suffisait pas ! Manifestation très combative, avec des banderoles aux couleurs gaies, avec ses chansons de lutte — sur l'air de la Carmagnole... et

ses mots d'ordre : «*Ce n'est qu'un début, continuons le combat !*», «*Tassin, t'es foutu, l'assurance est dans la rue !*» «*L'assurance peut payer, l'assurance doit payer.*... Il y avait là ceux du GAN, de l'UAP, AGF, GAMF, Préservatrice, France Winterthur.

Ils étaient plus nombreux que jamais, à cette 3^e manifestation, depuis le début du mouvement ; décidés à obtenir les 400 F pour tous, les 35 heures, et la levée des graves sanctions prises dans plusieurs assurances : au GAN, trois délégués sont passés devant le conseil de discipline, pour «séquestration» de la direction lors du CCE le 2 février. Deux mises à pied pour une et trois semaines et une procédure de licenciement, sans compter une plainte déposée en justice ; Dans le groupe Victoria, un délégué CGT a été mis à pied ; Chez Winterthur, une déléguée licenciée ; à la CAPSA-VIE, mise à pied d'un délégué CFDT.

Après plusieurs semaines de lutte, autant dire qu'une grande partie des grévistes n'a pas apprécié qu'au bout de deux heures devant le siège, entrecoupées d'un tour «du pâté de maisons» du côté de l'Opéra, les responsables syndicaux déclarent : «*Les patrons ne veu-*



lent rien céder... Il faut rentrer chacun dans son centre pour décider de la suite...». Air connu, entendu à chaque initiative et dont les employés commencent à avoir assez. «*On reste ! Occupation.*» entendait-on de plusieurs côtés, au milieu des sifflets... C'est dans ces circonstances qu'un employé tentait d'intervenir à la voiture sono, et finissait par y

arriver, malgré les coups de certains responsables. Son intervention, réclamant une coordination des différents centres en lutte, une information réelle, le droit d'expression pour les employés... rencontra un écho certain, car de plus en plus de monde en a assez de cette tactique d'essoufflement et de morcellement, complètement inefficace... Pour l'instant,

les responsables partisans de cette tactique ont réussi à disperser les manifestants, par petits groupes. Mais de multiples contacts ont été pris entre centres, afin de donner aux employés eux-mêmes les moyens de lutter plus efficacement, en prenant en charge la lutte.

Monique CHERAN

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Après plusieurs mois de provocations vietnamiennes soutenues par l'URSS

L'ARMÉE CHINOISE RIPOSTE AUX AGRESSIONS

Par Jean-Pierre CHAMPAGNY

La situation très grave créée, du fait des Vietnamiens, à la frontière sino-vietnamienne a abouti, après de très nombreux avertissements, à une violente agression contre-attaque de l'armée chinoise. Les combats se poursuivaient ce lundi matin.

Hanoï appuyée et encouragée par l'Union soviétique veut imposer son hégémonie dans cette région du monde. Et pour cela n'hésite pas à recourir à la force armée. La signature d'un «traité de paix» avec les fantoches de Phnom Penh, alors que 150 000 soldats vietnamiens stationnent au Kampuchéa, est un nouvel exemple de cette politique.

Ainsi, dès le début de l'année 1978, le gouvernement vietnamien prenait brutalement la décision d'expulser des dizaines de milliers de Hoas, Vietnamiens d'origine chinoise. Cette campagne de terreur et de déportation s'exerçait non seulement à l'égard des commerçants chinois du Sud, mais dans une très large mesure contre des Hoas du Nord, ouvriers et paysans, ayant participé à la lutte de libération. Intervenant après une dégradation progressive de leur situation, depuis le début des années 70, ces persécutions constituaient une violation d'accords passés avec la Chine ; de plus, l'arrivée massive des réfugiés créait une situation difficile dans les régions frontalières contraintes de les accueillir. L'expulsion systématique de toutes les minorités chinoises des zones frontalières prenait d'autre part le sens d'un préparatif à l'agression.

LE «GRIGNOTAGE»

Les premières provocations se sont développées dans le courant de l'été 1978, avec une tactique de «grignotage» de la frontière. A partir du mois d'août, des groupes de soldats et de miliciens vietnamiens s'infiltrèrent en plusieurs points dans la région autonome du Kouangsi et dans la province du Yunnan. Ils y installent des postes militaires, avec barbelés, tranchées et mines. Ces actions à l'intérieur du territoire chinois s'accompagnent de concentrations de troupes avec des camps et l'installation de sites de fusées. En septembre, le reportage de l'émission *l'Événement* de TF 1 nous faisait découvrir cet étonnant spectacle de dizaines de milliers de soldats vietnamiens visibles depuis le côté chinois de la frontière, et de garde-frontières vietnamiens insultant violemment la Chine. Les journalistes accompagnant Guiringaud dans son voyage au Vietnam étaient étonnés par l'agressivité des dirigeants vietnamiens. Ils relevaient que le départ de nombreux réfugiés, comme ceux du *Hai Hong*,

était souvent dû à la militarisation croissante du Vietnam, à la conscription massive des jeunes à partir de 18 ans. Du côté chinois, François Debré, après son reportage sur la frontière nous avait déclaré : «Du côté des autorités chinoises, j'ai rencontré une grande inquiétude sur la situation à la frontière sino-vietnamienne et un grand souci de ne pas envenimer les choses, de ne pas répondre aux provocations».

APRES LE TRAITE SOVIETO-VIETNAMIE

Le 3 novembre, le gouvernement vietnamien signait avec l'URSS un traité dont la nature militaire et agressive était évidente. Notons d'ailleurs que jamais un tel traité n'avait été signé entre le Vietnam et l'URSS quand le Vietnam se battait contre l'impérialisme US.

La signature de ce traité s'accompagne de la livraison de matériel sophistiqué au Vietnam, en particulier de Mig 23, et de l'arrivée de milliers de conseillers militaires soviétiques. L'armée vietnamienne se prépare dès lors, en lançant de premières offensives, à l'invasion du Kampuchéa.

Après la signature du traité soviéto-vietnamien, les provocations de l'armée vietnamienne à l'égard de la Chine deviennent de plus en plus graves. Le 1^{er} novembre, plusieurs actions de commandos ont lieu à l'intérieur de la province chinoise du Kouangsi, les troupes vietnamiennes faisant six morts et douze blessés.

«NOTRE PATIENCE A DES LIMITES»

En décembre, les provocations devenaient de plus en plus nombreuses, tant à différents points de la frontière que sur mer, plusieurs chalutiers chinois étant agressés. A la fin de l'année, l'organe central du Parti communiste chinois déclarait dans un article intitulé «Notre patience a des limites» : «Il est à noter que, si les autorités vietnamiennes violent le territoire de la Chine et sa souveraineté, c'est parce

qu'elles sont encouragées et appuyées par le social-impérialisme soviétique... La Chine stable et puissante constitue une hantise pour l'URSS qui tente de conquérir l'hégémonie du monde et les autorités vietnamiennes qui cherchent à faire la loi dans le Sud-Est asiatique. Tous les deux ont donc besoin de créer des difficultés à la Chine par des provocations à la frontière et des menaces de guerre, de saboter la stabilité et l'unité de la Chine en vue de faire obstacle à la réalisation des quatre modernisations. Mais le complot n'aboutira pas». Dès ce moment, le Renmin Ribao déclarait : «Nous tenons à avertir solennellement les autorités vietnamiennes : si vous continuez à agir arbitrairement en vous appuyant sur le soutien soviétique pour réaliser vos ambitions insatiables, vous ne manquez pas de subir un châtiment mérité et n'allez pas dire que nous ne vous avons pas prévenus».

Ces dernières semaines, alors même que les dirigeants vietnamiens se lançaient dans l'invasion du Kampuchéa pour le faire occuper avec 150 000 hommes, ils multipliaient les provocations et les incidents sanglants qui devinrent presque quotidiens faisant plusieurs dizaines de morts depuis le début de l'année.

Dans de nombreuses déclarations, les dirigeants chinois ont exprimé leurs préoccupations devant le rôle joué par le Vietnam en Asie du Sud-Est, «Cuba oriental». Deng Xiaoping lui-même a multiplié les avertissements affirmant que l'armée chinoise serait contrainte de «donner une leçon au Vietnam».

UNE ACTION DEFENSIVE

Après plusieurs mois de provocations qui s'inscrivent dans le cadre d'une logique expansionniste qui s'illustre au Laos et au Kampuchéa, et dans la stratégie de l'URSS en Asie, la Chine a donc entrepris une action défensive destinée à repousser les agresseurs de sa frontière. Dans sa déclaration, le gouvernement chinois dit clairement qu'il n'entend pas occuper le territoire vietnamien et appelle Hanoï à des négociations immédiates.

Certains parlent d'agression. Au premier rang de ceux-là l'URSS, qui n'a cessé d'encourager la politique belliciste de Hanoï. Ignorant, méprisant les faits, le PCF emboîte le pas à Brejnev et se livre à une violente campagne antichinoise. Andrieu décrit la Chine comme étant un «grand pays» agressant le Vietnam, «petit pays». Cette analyse sommaire ne rend pas compte de la réalité de l'armée vietnamienne qui compte



Des dizaines de milliers de Hoas vietnamiens d'origine chinoise, ont été expulsés, il y a quelques mois, par les autorités vietnamiennes. Ici, ils franchissent la frontière vers la région autonome Zhuang du Guangxi.

600 000 hommes très bien entraînés et dotés d'un matériel ultra-moderne. Les experts militaires considèrent que cette armée a un potentiel offensif supérieur à celui de l'armée chinoise qui n'a pas effectué sa modernisation. La pression que les Vietnamiens exercent depuis des mois était donc une menace réelle pour la Chine, d'autant plus qu'elle s'associait à la pression des divisions soviétiques à la frontière du Nord.

LA CHINE CONTRE L'EXPANSIONNISME

De plus, l'attitude de la Chine à l'égard de ses voisins a été de régler pacifiquement les problèmes de délimitation de frontières qu'elle pouvait avoir, que ce soit avec l'Afghanistan, la Birmanie, le Népal. De 1960 à 1962, époque où la classe dirigeante indienne avait adopté une attitude expansionniste encouragée par les USA et l'URSS, l'Inde s'était livrée à une série de provocations et de harcèlements à la frontière chinoise. Après de nombreux avertissements, l'armée chinoise a repoussé les troupes indiennes à plusieurs kilomètres de la frontière. Aujourd'hui, l'Inde et la Chine ont rétabli des relations amicales : au cours de la visite du ministre des Affaires étrangères indien en Chine, les deux parties ont décidé de résoudre par des négociations leurs problèmes de frontières.

En ce qui concerne le conflit avec l'URSS, il s'agit, en 1969, d'une agression pure et simple, les dirigeants soviétiques contestant les frontières pour provoquer une tension et n'ayant cessé depuis de masser les troupes à la frontière chinoise. L'offensive de l'armée

chinoise répond à une série d'atteintes répétées à sa souveraineté et à son intégrité territoriale, à une agression qui entre dans le cadre de la stratégie mondiale de l'URSS pour l'hégémonie, alors que le social-impérialisme a multiplié ces derniers mois les interventions en Erythrée, au Yémen, en Afghanis-

tan, au Kampuchéa. La riposte chinoise s'inscrit dans une politique d'ensemble qui vise à donner un coup d'arrêt au développement de cette stratégie. La Chine contribue ainsi à faire reculer le danger de guerre mondiale. En ce sens, elle va dans l'intérêt des peuples du monde.

L'URSS menace directement la Chine

Le gouvernement soviétique dans une déclaration rendue public dimanche 18 février déclare : «L'Union soviétique remplira les engagements qu'elle a pris en vertu du traité d'amitié et de coopération passé entre l'URSS et la R.S.V.». C'est une menace directe d'intervention contre la République populaire de Chine.

Depuis quelques jours déjà, des navires de guerre soviétiques croisent en Mer de Chine. Des radars japonais viennent de repérer des avions de reconnaissance électronique soviétiques se dirigeant vers le Vietnam.

Dans le même temps, la presse soviétique s'engage dans une violente campagne antichinoise, des manifestations contre la République populaire de Chine sont également organisées.

Brejnev met en place les éléments d'une éventuelle agression contre la Chine.

150 000 soldats vietnamiens pour obtenir un traité de paix

La signature d'un traité «d'amitié et de coopération» entre les fantoches de Phnom Penh et Hanoï est le principal résultat de la visite à Phnom Penh du Premier ministre vietnamien Pham Van Dong. Il aura fallu que les troupes vietnamiennes envahissent le Kampuchéa pour obtenir ce document qui légalise leur occupation et les rend maître des choix politiques faits à Phnom Penh. Après le Laos, c'est le Kampuchéa qui est passé sous la coupe de Hanoï qui réalise ainsi son rêve de fédération indochinoise. L'expansionnisme, la volonté d'hégémonie régionale du Vietnam ne sont pas de vains mots.

Congrès de l'UDF

LES LICENCIÉS FONT MINE DE S'OCCUPER DES LICENCIÉS

■ Le congrès de l'UDF, qui s'est tenu le week-end dernier, tournait autour de deux sujets : l'emploi et l'Europe. Comme on pouvait s'y attendre, on a eu droit à des envolées sur la construction européenne, accompagnées de vives critiques contre les positions du RPR et du PCF. Et comme il fallait que les congressistes donnent l'impression d'avoir quelque chose à proposer, ils ont revendiqué un impôt sur la fortune pour indemniser les chômeurs des régions les plus touchées.

A quoi peut bien ressembler le congrès d'un mouvement qui n'est pas un parti, mais une fédération de partis, dont chacun a déjà fait ses choix lors de son propre congrès ? La réponse a été donnée ce week-end : les choses étaient déjà jouées, et les congressistes ont sagement voté les motions qui leur étaient soumises, après avoir applaudi quelques orateurs.

Histoire qu'on parle de ce congrès de l'UDF, les participants ont réclamé un impôt sur les grandes fortunes, qui serait affecté à des « actions spécifiques » en faveur des chômeurs des régions les plus touchées. Ainsi, l'UDF se préoccupe de la situation

des chômeurs du Nord et de Lorraine. C'est à se demander qui est au pouvoir, qui porte la responsabilité des licenciements. En fait, cette proposition démagogique ne fait que refléter l'inquiétude des milieux dirigeants devant la colère des sidérurgistes : déjà, les propos de Giscard sur la « fureur » des sidérurgistes en constituaient l'indice.

Pendant que le pouvoir giscardien planifie les licenciements, le mouvement giscardien fait mine de prendre des mesures contre cette situation.

Qu'en est-il d'ailleurs de cet impôt sur la fortune ? Si on s'en tient aux propositions du parti radical, qui proposait cette mesure depuis des années, un impôt serait institué sur les fortunes de plus de 2 millions de francs actuels. Son taux serait de 0,5 % entre 2 et 3 millions de francs, de 1 % entre 3 et 5 millions, et de 1,5 % au-delà de 5 millions. Donc, pas trop d'inquiétude à avoir pour les grosses fortunes, qui ne cesseraient pas d'être des grosses fortunes. Peu de conséquences donc, sinon l'occasion d'une révoltante démagogie de la part du mouvement au pouvoir.



gisme et des extrémistes du national-poujadisme».

L'EUROPE, L'EUROPE, L'EUROPE...

Pour le reste, c'est la construction européenne qui a été présentée comme une panacée pour résoudre tous les problèmes. Le RPR et le PCF ont été, comme il se doit, cloués au pilori pour leur xénophobie, le délégué général de l'UDF, Pinton, parlant de la convergence des « extrémistes du national-léni-

nisme et des extrémistes du national-poujadisme».

Au rang des choses insignifiantes, précisons enfin que Servan-Schreiber n'avait pas daigné se déplacer à ce congrès. Il explique ainsi son absence, dans une lettre aux militants radicaux : « Tout a été fait depuis deux mois pour que les motions auxquelles on vous demandera de vous associer donnent quitus au pouvoir ».

François NOLET

Manœuvres militaires à Périgueux

LA TORTURE FAIT PARTIE DES OPERATIONS

Le capitaine-commandant Ycre du 5^e Régiment de chasseurs de la 4^e région militaire (Périgueux) a apparemment le souci du détail. Dans un document du 16 janvier 1979 précisant l'organisation du raid à pied du 1^{er} escadron, (140 km du 22 au 26 janvier) il a à cœur de faire une minutieuse mise en scène pour tester l'efficacité de ses troupes. C'est ainsi que parmi les « incidents » jalonnant la première étape sont prévues successivement les captures de deux prisonniers, l'un « qui dormait sur le côté de la route », l'autre « qui pêche à la ligne ». Civils, militaires ? S'agit-il d'une attaque contre un pays étranger ou de la lutte contre « l'ennemi intérieur » ?

Une chose est sûre : ces deux prisonniers doivent livrer « des renseignements donnant possibilités » pour l'un « à destruction d'un parc de véhicules gardé » pour l'autre « à destruction d'un pont gardé ». Le commandant Ycre, prévoyant, imagine que les deux prisonniers ne se livreront pas aussi facile-

ment à la collaboration qu'au sommeil ou à la pêche. Conclusion : dans le droit fil de la tradition des guerres coloniales, l'interrogatoire sera accompagné de « tortures ». Simulées, bien sûr, puisque ce sont des manœuvres. Mais le but est clair : il s'agit d'apprendre aux appelés que pour faire parler un prisonnier, il faut le torturer. « L'armée fera de vous des hommes » selon la formule habituelle des gradés « et des tortionnaires » complète — par écrit — le commandant Ycre. « Est-il vraiment le seul de son espèce ? » se demande Henri Noguères, président de la Ligue des Droits de l'Homme qui a publié ce document. Poser la question, n'est-ce pas y répondre ?

Il n'y a pas eu pour l'instant de démenti officiel des autorités militaires. Au contraire, elles ont annoncé l'ouverture d'une enquête. Sans préciser si pour faire parler le commandant Ycre on utilisera les méthodes qu'il préconise...

C.A.

● Référendum à Millau : Non à l'extension du camp du Larzac

C'est par un « non » franc et massif que la population de Millau a répondu ce week-end au projet d'extension du camp militaire du Larzac. Le référendum (votes par correspondance) organisé par la municipalité MRG a connu une participation de 72 %. Il y a eu 88 % de « non ».

L'extension du camp mettrait le champ de tir à moins de 2,5 km du centre de Millau. Après ce référendum — et bien qu'il le juge « illégal » — le préfet pourra difficilement soutenir que le Larzac ne concerne qu'une dizaine de paysans, comme il a osé le dire — ainsi que le ministre de la défense — après la marche des paysans du Larzac sur Paris.

● 23^e congrès : Elleinstein pas d'accord

Sur les ondes de RTL, Jean Elleinstein a critiqué la préparation du 23^e congrès de son parti, estimant que les modifications prévues dans les statuts étaient insuffisantes. Il a réclamé que le PCF prenne des distances vis-à-vis de l'URSS ; selon lui, la référence du PCF à l'URSS constitue la cause essentielle des limites de l'influence de son parti, qui, débarrassé de cette référence, pourrait atteindre plus de 30 % des suffrages.

Enfin, il s'est défendu d'être social-démocrate, faisant remarquer, non sans quelque raison, que c'était la politique de son parti qui avait amené le développement en France de la social-démocratie.

● Marchais et la xénophobie

Au cours d'un déjeuner de presse tenu vendredi, Marchais s'est élevé contre les accusations de xénophobie formulées par Giscard dans sa conférence de presse, déclarant : « Je repousse avec mépris de tels propos tenus par Mitterrand, Maire ou Giscard ». Donc, la propagande du PCF, faisant référence aux trois dernières guerres, n'était qu'un rêve. Marchais a réitéré d'ailleurs que, selon lui, la France est menacée par la « puissance économique et militaire de l'Allemagne ».

Sur les rapports avec le PS, il a confirmé que la reprise de l'union n'était pas pour demain, déclarant : « Le PS reste un parti social-démocrate (...) Ce que nous voulons, c'est créer un rapport de forces favorable ».

SFP (Société française de production)

REUNION DU COMITE D'ENTREPRISE

■ Le Comité d'entreprise se réunit ce lundi à l'Empire, après l'annulation en justice des deux premiers CE convoqués par Clermont-Tonnerre au début de la semaine dernière. Devant un magistrat, le PDG et le secrétaire du CE, Marcel Huart (CGT) ont convenu de l'ordre du jour ; outre le plan de licenciements, il sera aussi question de « toutes les possibilités de reclassement des agents SFP, particulièrement dans les autres sociétés » de radio-télévision.

Le même jour, les grévistes organisent un gala de soutien au Cirque d'Hiver.

Enfin, après avoir annulé la manifestation prévue mercredi dernier, par crainte d'une intervention policière aux Buttes-Chaumont occupées par le personnel, les syndicats ont décidé une journée d'action le 22 février. Elle doit réunir à Paris tous les personnels des sociétés issues de l'ORTF.

D'ici là, la grève continue, diversement suivie dans chaque société.

RADIO FRANCE ALTERNANCE

DE GREVE ET DE REPRISES

Depuis le début de la lutte, le personnel de Radio-France (un peu plus de 2 000 personnes) pratique l'alternance de jours de grève et de travail.

C'est ainsi que le travail a repris vendredi 16, un nouveau préavis étant déposé pour mardi 20. Cette tactique a été adoptée par l'Intersyndicale dans la perspective d'une « grève longue et dure ». Le traitement perçu étant reversé en grande partie sur un fond de solidarité avec les grévistes de la SFP.

SFP BRY-SUR-MARNE

Le personnel (tournage film) est en grève à une large majorité. Un piquet de grève est installé de 8 heures à 20 heures.

SFP JOINVILLE

Les trois studios de cinéma sont occupés jour et nuit.

INA : GREVE ET DIVERGENCES SYNDICALES

Les différents centres de l'INA reconduisent la grève depuis plusieurs jours. Des divergences sont apparues au niveau syndical entre la section CFDT animée de la volonté d'intensifier la grève et la section CGT qui a proposé mardi dernier de reprendre le travail le mercredi et le jeudi avant de se remettre en grève en fin de semaine. A une écrasante majorité les grévistes se sont opposés à cette

solution, faisant remarquer au passage que la CGT avait précisément déposé un préavis pour le mercredi 14.

Au sein même de la CGT-INA les syndiqués se sont désolidarisés du mot d'ordre défendu par leurs délégués.

De son côté, la section CFDT et de nombreux grévistes se sont montrés mécontents de l'isolement de leur grève par rapport à celle de la SFP ; d'où leur initiative de mardi dernier : l'AG de l'INA s'est tenue aux Buttes-Chaumont. Lors de l'AG inter-sociétés tenue ensuite, un syndicaliste de l'INA tint à faire remarquer qu'il se trouvait là « par hasard, les grévistes de l'INA n'ayant pas été prévenus de cette AG commune ».

A 2 : Les journalistes reprennent le travail ce lundi.

TF 1 et TDF : poursuite de la grève.